



Christophe Loiseau



L'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev), association d'éducation populaire créée en 1991, lutte contre les inégalités et agit dans les quartiers en mobilisant des étudiants bénévoles. Accompagnement à la scolarité, insertion sociale et professionnelle, promotion de la santé : l'Afev en 2005, ce sont 5 000 volontaires, accompagnant 9 000 enfants, adolescents et jeunes en difficulté dans toute la France, en partenariat avec des collectivités territoriales, des équipes pédagogiques, des universités, des associations de quartier... Aujourd'hui, la recherche de nouveaux espaces d'engagement et de nouveaux programmes ou la reconnaissance du bénévolat par les universités sont autant d'éléments de promotion, de reconnaissance et de généralisation du volontariat étudiant de solidarité.



p. 2

TRAITÉ CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN

Débat. Stéphane Hessel, fervent militant de la construction européenne, répond aux questions des étudiants de l'Afev.

Paroles d'étudiants. Trois bénévoles de l'Afev donnent leur vision de l'Europe.



p. 3 à 5

DOSSIER ILLETTRISME

État des lieux. Le droit à l'écrit pour tous.

Trois questions à Niels Tavernier, réalisateur.

Interview. Marie-Thérèse Geffroy, directrice de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme.



Reportage. Un atelier réunit lettrés et illettrés, du côté de Bruxelles, autour de l'écriture et des arts plastiques.

Tour d'horizon des actions sur l'illettrisme menées par l'Afev.

Reportage. À Bron (Rhône), une association aide les personnes en difficulté linguistique.

Interview. Valérie Bruneteau, directrice d'un centre de ressources illettrisme, propose une méthode de lecture basée sur la vie quotidienne.



p. 6 et 7

LE WORLD TOUR

Reportage. Durant deux semaines, une centaine de jeunes volontaires du monde entier ont sillonné la France.

Interview. Le groupe Massilia Sound System explique sa volonté d'aider les jeunes à s'engager.

Raisons d'agir. L'Afev revient sur son engagement dans les Journées mondiales des Jeunes solidaires.



p. 8

ESPACE ÉTUDIANTS

Participez à la première Université européenne de l'engagement.

ÉDITORIAL

Y'a plus de jeunesse...

par Nicolas Delesque, secrétaire général de l'Afev

Les débats, prises de position et réflexions sur la jeunesse fleurissent en ce printemps 2005. Le président de la République, pour entrer en campagne, a choisi de s'adresser à un panel représentatif de la jeunesse; les hommages à la mort de Jean Paul II soulignaient son travail de réhabilitation de la foi auprès de la jeunesse; l'actualité sociale a été dominée par les mouvements lycéens; le chômage des jeunes est un problème qui dure et, pour les "spécialistes", la plupart des associations de jeunes ont engagé des réflexions sur cette question de la jeunesse.

Jeunes et société en décalage

Et tout ça pour quoi? Pour constater que le problème est complexe, que le dialogue est difficile ou que la jeunesse ne comprend pas ce qu'on lui dit. Ou peut-être, attention révélation, que la jeunesse n'existe pas! Car ce qui est frappant dans ces différents événements, c'est l'absence d'objet, d'idée ou d'attente commune à une génération. C'est que le dénominateur commun entre les jeunes

du plateau de PPDA, lors du débat organisé avec Jacques Chirac, n'est apparu à aucun moment - même sur une question comme l'éducation, qui devrait les toucher de façon homogène et qui est abordée par eux avec des attentes très différentes. De la même manière, quand le Vatican parle de «génération JP2», les chiffres de fréquentation des lieux de culte continuent de chuter dans tous les pays démocratiques, nous rappelant que nous parlons là d'une partie seulement de la jeunesse. De la même manière, dans un débat beaucoup plus franco-français, les manifestations lycéennes ne reflétaient pas la divergence d'appréciation des lycéens sur l'introduction du contrôle continu au baccalauréat : 49 % pour, 51 % contre, à la veille de son retrait.

La jeunesse n'est pas homogène, et surtout, phénomène allant en s'accroissant, les jeunes n'ont pas les mêmes attentes vis-à-vis de la société. Ni même, en caricaturant un peu, pour certains pas d'attente du tout. Pour une part importante des jeunes (60 % d'une classe d'âge accède à

l'université), l'accession aux études supérieures, aux loisirs, à la culture, à l'information et à la connaissance procède d'une volonté et d'un parcours personnel, ou en tout cas est vécue par eux comme tel. Ce qui pouvait paraître comme des acquis ou des progrès pour la grande majorité des jeunes dans les années 50-60 est vécu aujourd'hui comme des choses "normales", voire comme des choses dues. En oubliant d'ailleurs un peu vite que pour certains, minoritaires, cela reste la galère.

Plus loin dans la concertation

Nous ne pouvons que nous réjouir d'une situation qui reflète une hausse générale de l'accessibilité des jeunes à la culture, aux loisirs, à l'éducation, mais il faut en tirer certaines conséquences. La première est que les décideurs doivent changer leur discours et surtout leur politique vis-à-vis des jeunes. Arrêtons les politiques fondées sur l'offre, qui les cantonnent dans une posture consumériste - par ailleurs dénoncée par les mêmes qui mettent en place ces poli-

tiques - et créons des politiques fondées sur la demande! La mise en place des conseils de concertation est une première étape, mais il faut aller plus loin : c'est de la participation que demandent les jeunes, pas uniquement une expression ou des échanges. La fin du service militaire et la chute de la fréquentation des colos font qu'il n'existe plus (ou peu) de lieux de socialisation collective qui permettent de sortir de son milieu. Inventons une forme moderne de moment, de temps, pour retrouver le sentiment d'appartenance à une communauté. Un service civil de solidarité par exemple... La loi sur le volontariat qui s'annonce peut être un début de réponse, à condition d'y mettre les moyens et que chacun y trouve sa place : institutions, collectivité, associations et jeunes.

Enfin pourquoi continuer d'accoler la jeunesse aux sports et aux loisirs? Inventons de nouvelles formes de pilotage des politiques, qui auront pour objectif de régler les problèmes vécus par certains, tout en cherchant à répondre aux aspirations de tous.

PAROLES

Un référendum pour l'avenir de l'Union

Trois bénévoles de l'Afev s'expriment sur le scrutin du 29 mai et sur leur vision de l'Europe.

Kathrin Kirmann, étudiante à Paris

Pourquoi irai-je voter (ou non) le 29 mai ?

De nationalité allemande, je ne pourrai pas me prononcer sur la constitution européenne. Si j'étais Française, j'irai voter lors du référendum tout d'abord car voter est très important, mais aussi parce que les enjeux de ce traité sont de taille.

Pourtant, je me demande si c'est réellement une bonne idée de soumettre cette constitution à un référendum. En effet, la plupart des gens ne s'intéressent pas à l'Europe et ne comprennent pas ce texte très complexe. L'information ne passe pas très bien et la discussion sur ce traité est limitée et très influencée par les politiques nationales. C'est bien de faire voter le peuple sur cette question, encore faudrait-il que les institutions et politiciens fassent en sorte que tout le monde puisse se former une opinion sur le sujet.

Pour moi, l'Europe de demain c'est...

L'Europe est pour moi un espace de paix et de liberté, de multiples opportunités. J'espère que l'intégration européenne continuera vers une union politique et solidaire, une union des peuples et citoyens et pas seulement un espace économique et administratif. C'est à nous tous de créer notre Europe!

Anne-Lise Yvernes, étudiante à Toulouse

Pourquoi irai-je voter (ou non) le 29 mai ?

Il nous est demandé de donner notre avis, de choisir une vision de notre futur. Alors oui j'irai voter car on me laisse l'occasion de m'exprimer, de défendre mes idées, de croire en l'Europe qu'on m'a toujours présentée comme une chance et comme une source de richesses intellectuelles surtout.

J'irai voter et je répondrai vraiment à la question posée sans considération politique, évitant les amalgames... pleine d'espoirs mais aussi anxieuse car tout n'est pas clair malheureusement.

Pour moi, l'Europe de demain c'est...

On aura peut-être l'impression que l'Europe est un grand brouhaha, mais en fait, ce sera des débats politiques, des vrais, des débats philosophiques entre les pays et les différentes cultures. On apprendra enfin peut-être à écouter les autres, à s'autocritiquer, à chercher des solutions nouvelles, à être plus tolérant. L'Europe nous permettra enfin peut-être de faire des réformes profondes car nous ne serons plus seuls! Cela nous aidera donc peut-être à combattre notre égoïsme...

Après, c'est à nous de choisir comment nous la souhaitons. À nous de veiller et de bien choisir nos représentants si nous voulons une Europe plus sociale que libérale. La constitution proposée n'est vraiment qu'un début, tout le travail reste à faire, l'Europe est à modeler dans les années à venir.

Alex Pin, étudiant à La Rochelle

Pourquoi irai-je voter (ou non) le 29 mai ?

D'abord, j'irai voter par simple sens civique car c'est pour moi un devoir. Mais je n'ai jamais eu aussi peu de motivation et d'indécision lors d'un vote. En effet, outre le fait que l'information, qu'elle soit donnée par les politiques ou par les journalistes, n'ait jamais été aussi médiocre, un dilemme se pose. Il est certain que l'Europe représente l'avenir mais doit-on construire une Europe imparfaite (même si la perfection n'existe pas)? Les différents gouvernements ont déjà du mal à gérer les problèmes d'un pays, alors de plusieurs... Plus on cherche à globaliser et plus on a du mal à résoudre les problèmes de manière réelle.

Pour moi, l'Europe de demain c'est...

Pour moi, l'Europe de demain est très floue. La libre circulation des personnes va permettre de s'ouvrir à d'autres cultures, d'échanger, de partager... Cela ne peut-être que positif, pour ceux qui se donneront la peine d'aller vers les autres. Mais l'Europe économique et sociale va se construire sur la base d'un système où les inégalités sont énormes et grandiront encore.

Je crains donc que l'Europe ne soit pas aussi belle qu'elle pourrait l'être car avant de la construire, il faudrait changer certaines mentalités et quelques petites habitudes (consommation, énergie...).

INTERVIEW : STÉPHANE HESSEL

« Pour une Europe plus sociale, il faudra continuer le combat »

Citoyen du monde engagé depuis plus de soixante ans, Stéphane Hessel est un fervent militant de la construction européenne. Il s'est prêté au jeu des questions-réponses lors d'une rencontre avec des étudiants de l'Afev le 19 mars. Extraits.



Eunice Mangrabo

Pourquoi est-il important d'aller voter le 29 mai ?

Cette ambition mondiale qu'est l'Europe n'est réalisable que si nous, Européens, agissons ensemble pour lui donner le sens que nous souhaitons, c'est-à-dire une société juste, avec un appui fort sur les droits de l'Homme. Nous devons faire le nécessaire pour que notre façon de voir les choses puisse se faire en partenariat avec celles des autres grands ensembles géographiques du monde, pour que l'Europe soit beaucoup mieux construite qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il est essentiel que nous sortions d'une phase où l'Europe est vaseuse, distendue, avec des politiques étrangères qui nous opposent au lieu de nous réunir. Il s'agit de donner plus de solidarité aux Européens, de leur permettre d'avoir une vision plus moderne de ce que pourrait être une société européenne.

Certains États européens comme le Royaume-Uni dénoncent l'aspect trop social du traité. En France, il est considéré comme trop libéral. Les politiques économiques et sociales du traité sont-elles vraiment équilibrées ?

Le traité n'a pas été élaboré par la gauche française, mais par l'ensemble des États européens, avec leur politique parfois plus sociale, parfois plus libérale. Il fallait trouver un compromis. Ce compromis est-il insatisfaisant? Je pense qu'il ne faudra pas en rester là. À peine passé le cap du oui ou du non, il faudra continuer le combat pour arriver à une Europe qui nous convienne davantage, plus sociale, qui garantisse davantage de services publics, qui donne plus de forces aux harmonies fiscales.

Mais comment nous faire entendre, nous les jeunes, si même nos revendications nationales, au vu de l'actualité, ne sont pas entendues ?

Le projet de traité ne fait que dire : voilà où nous en sommes maintenant. Pour se faire entendre, il suffira pour les pays membres d'envoyer au Parlement européen des personnes qui partagent leurs envies. La constitution donne des institutions, mais ces institutions sont animées par la volonté des États.

Avec le traité constitutionnel, les politiques de défense de l'Union seront soumises à l'OTAN? L'Europe ne sera-t-elle pas subordonnée aux États-Unis en la matière ?

Nous souhaitons une politique de défense européenne et nous pensons qu'elle ne peut pas être soumise intégralement aux volontés des États-Unis. Or, actuellement, dans le traité de l'Atlantique nord, l'Europe n'a qu'une place modeste. Si le traité constitutionnel nous permet de mettre au point une politique européenne de défense, cela ne nous amènera pas à quitter l'OTAN. Nous avons besoin d'une politique commune avec les partenaires atlantiques. L'objectif sera alors d'utiliser les instances qu'ouvre la constitution, non pour quitter le traité de l'Atlantique nord mais pour avoir à l'intérieur de ce traité, et en partenariat de dialogue constructif avec les Américains, une politique européenne menée par les Européens.

L'AMBASSADEUR DES DROITS DE L'HOMME

Né en 1917 à Berlin, élève de l'École normale supérieure de Paris, Stéphane Hessel se fait résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, notamment à Londres aux côtés du général de Gaulle. Il est arrêté puis déporté dans les camps de Buchenwald et Dora. Diplôme auprès de l'ONU la guerre terminée, il participe à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il est nommé ambassadeur de France en 1981, et demeure plus que jamais – de la construction européenne à l'accueil des sans-papiers – un citoyen pleinement engagé. Stéphane Hessel a publié son autobiographie *Danse avec le siècle* en 1997 aux éditions du Seuil.

ILLETTRISME

À savoir...

ILLETTRÉ OU ANALPHABÈTE ? La France est un des rares pays où l'on opère la distinction entre les personnes scolarisées en France, mais qui n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de l'écrit - les illettrés - et les personnes étrangères qui n'ont jamais appris un code écrit - les analphabètes. Dans les deux cas, il y a absence ou difficulté à communiquer par écrit. Mais les causes du problème et les moyens d'y remédier diffèrent souvent.

INSTRUITS... DANS UNE AUTRE LANGUE Le flou des définitions a longtemps fait considérer comme illettrée une personne étrangère, ou d'origine étrangère, ne maîtrisant pas le français mais sachant lire et écrire dans sa langue. Pourtant, la situation de ces étrangers est bien différente de celle des personnes illettrées ou analphabètes. Aujourd'hui, de nombreuses structures ont mis en place des cours spécifiques pour l'apprentissage du français langue étrangère (FLE). Outre l'apprentissage de la langue écrite et orale, ces cours enseignent souvent la culture et les habitudes de vie de notre pays. Dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration proposé aux étrangers qui arrivent sur le territoire français, une formation linguistique est désormais proposée aux personnes qui ne maîtrisent pas la langue française orale.

12 % C'est le pourcentage de la population adulte française qui ne possède pas une maîtrise suffisante de l'écrit. Un chiffre à nuancer en fonction des origines nationales : seuls 7 % des adultes dont la langue maternelle est le français sont en situation d'illettrisme. Et l'âge joue aussi : seuls 4 % des 18-24 ans sont en difficulté face à l'écrit, contre 19 % des 55-65 ans (source : Insee).

LES FILLES MIEUX LOTIES ? Seules 2,8 % des jeunes filles françaises de 17 ans seraient en situation d'illettrisme, alors que la proportion pour les garçons monte à 6,3 % (source : Évaluation 2003 des journées d'appel de préparation à la défense). Si l'on étend la comparaison à l'ensemble de la planète, en revanche, les filles représenteraient les deux tiers des personnes ne maîtrisant pas l'écrit, souvent parce qu'elles n'ont pas accès au système scolaire (source : Unesco).

UNE ÉVOLUTION AU COLLÈGE ? Sur 100 élèves français en difficulté sérieuse de lecture en 6^e, pas moins de 94 le seront encore en classe de 3^e. Malgré les efforts engagés, le système éducatif peine à déceler les élèves en difficulté et à leur proposer des solutions. Souvent par faute de moyens (source : Alain Bentolila, *Éducation & Humanisme*).

LA FINLANDE AU TOP Selon les tests réalisés dans l'ensemble des pays industrialisés, la Finlande est le pays où les élèves de 15 ans ont la meilleure compréhension de l'écrit. Les autres champions sont le Royaume-Uni et le Japon. La France est dans la moyenne, tandis que l'Allemagne se trouve en queue de peloton. Des résultats à relativiser car les critères retenus pour la comparaison peuvent avantager certains pays (source : OCDE, enquête Pisa 2000).

ÉTAT DES LIEUX

Le droit à l'écrit pour tous

Texte : Eunice Mangado - Reportage photo : Christophe Loiseau, avec les enfants et les étudiants lillois

Illettrisme : de quoi parle-t-on ? Combien de personnes réellement concernées ? Quels enjeux ? Retour sur un phénomène qui interroge le système scolaire et mobilise les pouvoirs publics, les entreprises et la société civile.



Christophe Loiseau

Le grand espoir du xx^e siècle était que la scolarisation de masse parvienne à réduire les inégalités. Aujourd'hui en France, environ 12 % des personnes de 18 à 65 ans sont en difficulté avec l'écrit. Pour ces personnes, c'est l'accès aux savoirs, à la culture, à l'emploi, la progression dans la vie professionnelle, le suivi de la scolarité des enfants qui sont mis en péril.

Longtemps laissé dans l'ombre

Sans catastrophisme - les problèmes de maîtrise de l'écrit étaient probablement plus importants à l'époque où ils n'étaient pas mis en avant - il s'agit dans ce dossier d'éclairer ce phénomène difficile à appréhender et à mesurer, afin de mieux le cerner et d'envisager les différents moyens de le réduire.

Une confiance absolue en l'École a longtemps laissé dans l'ombre le phénomène de l'illettrisme. En 1978 apparaît le

néologisme "illettrisme" dans le rapport d'ATD Quart-Monde. En 1984, un rapport intitulé *Des illettrés en France* provoque le malaise. Entre 8 et 15 % des Français seraient en réelle difficulté avec l'écrit. Ce que le rapport révèle surtout, c'est que les personnes ne maîtrisant pas l'écrit ne sont pas seulement les immigrés ou les personnes en grande pauvreté mais de nombreux citoyens passés par l'école républicaine.

L'année 1990 est déclarée "année internationale de l'alphabétisation" par l'Unesco. En France, la distinction est faite entre les personnes relevant de l'illettrisme, de l'analphabétisme et les personnes scolarisées pour qui le français est une langue étrangère. Toutes, pour des raisons diverses, ne maîtrisent pas la langue écrite ou orale, mais toutes n'ont pas le même rapport aux apprentissages. Les personnes illettrées sont difficiles à repérer

dans la mesure où elles ne revendiquent pas leur situation mais tentent plutôt de la dissimuler. En outre, entre une personne incapable de lire et d'écrire et une autre éprouvant des difficultés, il n'existe pas un profil de personne illettrée.

À partir de 1998, la loi d'orientation de lutte contre les exclusions place la lutte contre l'illettrisme au rang de priorité nationale : elle s'inscrit désormais dans les politiques éducatives, linguistiques, culturelles et sociales. En 2002, un pas décisif est franchi par l'Éducation nationale, jusqu'alors très réticente à faire référence à l'illettrisme pour des jeunes en cours de scolarisation, avec la mise en place d'un plan de prévention. L'engagement pour la maîtrise de la lecture et de l'écriture de tous devient donc une action concertée (pouvoirs publics, société civile, entreprises) pilotée depuis 2000 par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

De l'indignation à l'action

Les modes d'action sont multiples, à tous les âges de la vie : dès la petite enfance, en développant le goût de l'écrit, pendant la scolarité, en repérant rapidement les fragilités. Après 16 ans les jeunes en difficulté avec l'écrit peuvent être pris en charge. Au cours de la vie active, les adultes peuvent bénéficier de formations...

Pour éviter que l'illettrisme ne soit qu'un scandale social de plus, inspirant l'indignation au rythme des marronniers, il y a une action dans laquelle au moins tout le monde peut s'engager, c'est être attentif à ses propres représentations. Il est important de ne pas isoler la catégorie des "illettrés", qui vivraient dans l'indignité et le malheur, de celle des "lettrés", qui seraient, eux, des citoyens accomplis. L'illettrisme n'est pas une maladie : on peut vivre, travailler, fonder une famille sans maîtriser l'écrit ; mais c'est un facteur d'exclusion, et non des moindres ! L'autonomie est l'enjeu réel de la non-maîtrise de l'écrit. Or l'autonomie est non seulement un but, mais un droit : c'est ce qui fait de l'illettrisme un problème politique et un enjeu démocratique.

TROIS QUESTIONS À...

Niels Tavernier, réalisateur

Vous avez signé en 2003 un court métrage mettant en scène un homme illettré, Éric le voisin. Comment est né ce projet ?

Il s'agissait d'une commande dans le cadre d'une campagne contre l'illettrisme. Je l'ai immédiatement acceptée, dans un esprit militant.

Maîtriser la lecture, c'est accéder à la culture, à la vie sociale. Or, je constate qu'on vit de plus en plus dans des logiques de rentabilité à court terme, l'éducation passe après. On le voit dans la manière avec laquelle le Fonds monétaire international a prêté de l'argent aux pays africains : ils devaient rembourser sur une période de quatre ans, alors ce qui a trinqué c'est l'éducation, la santé et le social... En France aussi, les professeurs sont découragés, ils ont le sentiment d'être abandonnés, de ne plus avoir les moyens de remplir leur mission, notamment dans la lutte contre l'illettrisme.

Comment avez-vous construit ce personnage d'illettré ?

Je travaille régulièrement dans des écoles sur des projets liés au cinéma, souvent dans des quartiers défavorisés. J'y ai rencontré

un grand nombre d'enfants, mais aussi d'adultes, qui ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture. J'ai pu me rendre compte des difficultés que cela impliquait. Déjà, moi, sans être illettré, je n'ai pas été trop à l'école, je fais plein de fautes d'orthographe, et honnêtement ça me pourrit la vie...

Dans votre film, Éric finit par aborder la femme à qui il n'osait pas parler, mais il ne sait toujours pas lire et écrire... Qu'avez-vous voulu montrer ?

Éric est en situation d'échec pendant une grande partie de sa vie. À la fin, la femme qu'il aime le regarde et lui montre qu'elle l'aime aussi. On peut se demander si ça, c'est une position d'échec... Je voulais montrer que ce n'est pas parce que l'on est illettré qu'on est condamné à être exclu de tout.



Sébastien Couillet

INTERVIEW

« Offrir à chacun la solution adaptée »

Pour Marie-Thérèse Geffroy, directrice de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), des partenariats efficaces voient le jour. Mais le chantier reste vaste...

Y a-t-il aujourd'hui une approche concertée de toutes les institutions concernées pour repérer, prévenir et lutter contre l'illettrisme? Quel rôle votre institution joue-t-elle?

Les hommes et les femmes confrontés à l'illettrisme vivent dans des contextes très différents, il s'agit donc de leur offrir les solutions appropriées pour remettre en route les processus d'apprentissage à tous les âges de la vie et dans toutes les situations. C'est le rôle de l'ANLCI de réunir tous les partenaires (pouvoirs publics, société civile, entreprises) pour qu'ils puissent mieux agir ensemble dans un cadre inter-institutionnel, partenarial, organisé et solidaire.

Tous nos partenaires, environ cent cinquante institutions, le savent. Pour mettre en œuvre dans la durée une politique d'accès de tous à la lecture, à l'écriture et aux compétences de base qui nous permette de construire une société plus juste, on ne peut raisonner en termes de mesures séparées, de directives descendantes, de dispositifs cloisonnés.

Après s'être accordés sur un cadre commun de référence au niveau national, nous avons, en France, invité décideurs et financeurs à signer des plans régionaux de lutte contre l'illettrisme. Mais si l'organisation est nécessaire, le partage des ressources et des expériences est indispensable pour la rendre opérationnelle et renforcer son efficacité. C'était tout le défi du Forum permanent des pratiques, qui s'est tenu à Lyon du 5 au 7 avril.

Quel est votre bilan après le Forum permanent des pratiques? Quelles perspectives ouvre-t-il?

Ce temps fort d'un processus de travail collaboratif a réuni plus de six cents intervenants. Chacun y a exprimé une volonté commune et forte de prendre la part qui lui revient dans cette politique complexe en agissant au mieux dans son corps de métier et en faisant du partage des bonnes pratiques un outil efficace au service de tous.

Les participants ont présenté des pratiques préalablement analysées et formalisées dans tous les champs de la lutte contre l'illettrisme : prévention, sensibilisation, formation de base dans les entreprises... Le processus de mutualisation

a commencé : depuis le 15 avril les premiers échos sont disponibles en ligne sur le site de l'Agence. Un DVD regroupera tous les films et documents. Et ensuite, les rencontres vont s'organiser en fonction des besoins ressentis sur le terrain. Le chantier est vaste...

Votre institution insiste sur la prévention de l'illettrisme dès le plus jeune âge. Quels outils et méthodes préconisez-vous?

La prévention de l'illettrisme doit se mettre en œuvre dès la petite enfance et se poursuivre pendant les années de scolarité obligatoire en mobilisant de manière conjointe les ressources des pouvoirs publics et de l'Éducation nationale tout particulièrement, et celles de la société civile.

On sait que les démarches auprès des tout-petits, en lien avec les familles, pour placer les enfants dans un univers où le langage, les mots et les livres ont toute leur place, permettent de créer dès le plus jeune âge des contextes favorables aux apprentissages. C'est ensuite l'accompagnement à la scolarité, les activités édu-

catives, artistiques qui permettent de renforcer les apprentissages et de créer, autour de l'enfant qui apprend, une véritable chaîne de solidarité éducative. L'Afev est l'un des maillons forts de cette chaîne.

Pour les jeunes sortis du système scolaire, quels sont les moyens que vous privilégiez pour déceler l'illettrisme et y remédier?

Trouver des stratégies pour motiver ces jeunes, leur donner envie de s'engager dans une nouvelle démarche d'apprentissage n'est pas chose facile. Il s'agit de saisir toutes les occasions pour aider les jeunes à rencontrer l'écrit dans un contexte motivant, comme la découverte d'un métier, le permis de conduire, un engagement sportif, etc., et aussi de leur redonner confiance en eux, leur permettre de voir le sens, l'intérêt et aussi la possibilité de réussir.



Christophe Lonsseau

INITIATIVE

Un tremplin vers l'extérieur

L'association marseillaise "Savoirs pour réussir" tente de redonner aux jeunes illettrés le goût de la langue, afin qu'ils intègrent ensuite des formations linguistiques.

L'association "Savoirs pour réussir" a créé en septembre 2003 un centre de ressources et d'orientation pour lutter contre l'illettrisme. En 2004, elle accueillait

150 jeunes en situation d'échec. Un projet pilote à l'échelle nationale, soutenu par la Fondation Caisses d'épargne pour la solidarité.

C'est au cours des journées d'appel et de préparation à la défense (les JAPD, qui remplacent les "trois

jours") que les jeunes sont repérés. Ils suivent en effet des tests mis au point par un professeur de linguistique, Alain Bentolila. Quand un jeune a fait plus d'un certain nombre de fautes, il est alors reçu en entretien individuel, où on lui propose de s'inscrire dans une mission locale, ou de se réinscrire auprès des MGI (missions générales d'insertion) de l'Éducation nationale.

« On s'est aperçu que de nombreux jeunes ne s'y inscrivent pas, et se perdent dans la nature », explique Michèle Liman, éducatrice spécialisée et chef de projet de "Savoirs pour réussir". Mais le but de l'association reste l'insertion. « Nous ne sommes pas un organisme de formation. Ce qui nous importe, c'est de consolider le jeune, de le réconcilier avec la langue orale et écrite, pour le préparer à suivre une formation linguistique de base, et ensuite une formation professionnelle », poursuit Michèle Liman.

La prise en charge du jeune - sur la base du volontariat - passe par des tuteurs bénévoles. Leur mission : aider les jeunes à tous les niveaux de leur vie sociale, pendant une période de douze à dix-huit mois. Une fois prêts, les jeunes entreront en formation linguistique de base.

« On s'est aperçu que de nombreux jeunes ne s'y inscrivent pas, et se perdent dans la nature », explique Michèle Liman, éducatrice spécialisée et chef de projet de "Savoirs pour réussir". Mais le but de l'association reste l'insertion. « Nous ne sommes pas un organisme de formation. Ce qui nous importe, c'est de consolider le jeune, de le réconcilier avec la langue orale et écrite, pour le préparer à suivre une formation linguistique de base, et ensuite une formation professionnelle », poursuit Michèle Liman.

Savoirs pour réussir
2, place François Mireur
13001 Marseille
Tél. : 04 91 91 40 30 - spr.pacr@wanadoo.fr

REPORTAGE

Des mots à portée de tous

par Mathias Bocabeille

"Réussir l'insertion à Bron" a choisi d'aider les populations en difficulté linguistique grâce à des cours au plus près de leurs besoins quotidiens, en partenariat avec l'Afev.

« C'est un public difficilement repérable », explique Sabrina, animatrice. Un groupe « invisible », qu'« il faut aller chercher ». Pour pallier leurs lacunes, les illettrés utilisent maints subterfuges, des pertes de mémoire aux problèmes de vue. Ils ont le plus grand mal à solliciter d'eux-mêmes des formations. Aujourd'hui seules 60 000 personnes en France bénéficieraient d'actions de lutte contre l'illettrisme, alors qu'ils sont 2 millions à être éloignés de l'écrit. Pour les motiver, "Réussir l'insertion à Bron" a fait le choix du pragmatisme. L'association propose « des formations pratiques » et s'adresse à tous ceux qui ne maîtrisent pas les compétences de base, et pas seulement aux illettrés.

Des questions concrètes

L'objectif est que les « apprenants » en ressortent avec la maîtrise du socle de compétences nécessaires. « Pour, selon la définition de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, garantir à

chaque personne des conditions favorables à son épanouissement personnel, à sa citoyenneté active, à son intégration sociale et culturelle ainsi qu'à son insertion professionnelle ». "Réussir l'insertion à Bron", véritable régie de quartier, propose un programme de formations - plutôt des « cours d'appui », selon Sabrina. Les questions sont d'abord concrètes et concernent l'apprentissage des mots courants. Les cours procèdent par binômes. Chaque bénéficiaire est accompagné par un bénévole de l'Afev qui met, chaque semaine, ses compétences à sa disposition. Sabrina s'occupe ainsi d'une quarantaine de personnes.

Deux mois de soutien

« Chaque bénéficiaire reste en moyenne deux mois. » La plus grande satisfaction des animateurs est que la moitié de ces bénéficiaires accèdent, à l'issue de leur passage, à une formation de droit commun. "Réussir l'insertion à Bron" fonctionne dans l'urgence et

la nécessité de trouver des solutions au plus vite. Aussi ces cours se rapprochent-ils plus de séances de conversation que de leçons. Les ateliers mobilisent les capacités d'attention, de mémorisation, de représentation et de compréhension.

Initiations au code de la route

Un souci du concret qui pousse l'association à proposer, par exemple, des initiations au code de la route. « Un excellent exercice » car, pour Sabrina et ses collègues, il est une application directe de ces séances : se penser et s'orienter dans l'espace relève bien des compétences de base. Un exercice d'autant plus utile qu'il touche au quotidien des « apprenants ».

Loin des débats sémantiques et méthodologiques, l'exemple de "Réussir l'insertion à Bron" prouve que, sur le terrain, analphabètes et illettrés se rejoignent dans leur manque de maîtrise des acquis de base, mais surtout dans leur désir de changer le cours des choses.



Christophe Lonsseau

POUR ALLER PLUS LOIN...

Livres

- Marie-Thérèse Geffroy et Valérie Grasset-Morel. *L'illettrisme. Mieux comprendre pour mieux agir.* Les Essentiels Milan, 2005, 63 pages.
- Bernard Lahire. *L'invention de l'« illettrisme ».* La Découverte, 1999, 371 pages.
- Anne Vinerier. *Combattre l'illettrisme. Permis de lire, permis de vivre.* L'Harmattan, 1994, 335 pages

Sites web

- Bien(!)lire
Des outils, des fiches pratiques, des documents théoriques, des adresses utiles pour mieux répondre aux difficultés des enfants et des adolescents.
<http://www.bienlire.education.fr>
- Agence nationale de lutte contre l'illettrisme
Fédère et optimise les moyens affectés par l'État, les collectivités territoriales et les entreprises à la lutte contre l'illettrisme.
<http://www.anlci.fr>

**SUR LE TERRAIN,
L'AFEV AGIT...**

À Valenciennes : auprès d'enfants en grande section de maternelle

Des étudiants bénévoles viennent chaque semaine lire des histoires à des tout-petits, développer le goût du livre et le plaisir de lire en famille afin de favoriser l'appétit et la curiosité pour l'écrit.

À Toulouse : avec les enfants

Comment appréhender la ville quand on ne sait pas la lire? Des enfants, encadrés par des étudiants, construisent, sous forme de petits livres, des outils de sensibilisation à l'illettrisme pour leurs pairs.

La malle pédagogique : en partenariat avec la Jeunesse au plein air (JPA), des étudiants mènent des actions d'incitation à la lecture dans des écoles primaires.

À Lyon : auprès d'adultes

En partenariat avec l'association "Réussir l'insertion à Bron", les étudiants proposent un suivi individuel axé principalement sur le développement des compétences de communication orale de personnes migrantes, scolarisées ou non dans leur pays d'origine.

À la régie de quartier de la Duchère (9^e arrondissement de Lyon), une aide individualisée dans l'apprentissage du français oral et écrit est proposée à des personnes d'origine étrangère salariées de la régie.

À Toulouse : auprès de jeunes adultes

Un suivi étudiant est proposé en complémentarité avec les missions locales en direction des jeunes adultes pour lesquels les difficultés à l'écrit représentent un frein à l'insertion sociale et professionnelle.

À Chambéry, Marseille et Avignon : auprès de jeunes adultes, en partenariat avec "Savoirs pour réussir"

Un suivi individualisé assuré par les étudiants bénévoles est proposé aux jeunes dont les difficultés sont repérées au cours des journées d'appel et de préparation à la défense.

REPORTAGE : VU DE BELGIQUE

Quand les illettrés se font écrivains

par Paul Falzon-Monferran

Tout près de Bruxelles, un projet original mêlant écriture et arts plastiques, lettrés et illettrés, a abouti à la publication de dix livres, tous adaptés à l'apprentissage de la lecture.



l'échange et la confrontation», explique l'une des coordinatrices, Mariska Forrest. Quand cette dernière, plasticienne de formation, rejoint le projet en 1999, l'atelier ajoute à l'écriture d'autres pratiques comme la gravure, la peinture ou la photographie. Puis, une ou deux fois par an, l'atelier se lance dans un projet de livre et d'exposition.

L'art comme support

Commence alors une phase de créativité, menée avec des artistes professionnels. *«Durant des années, les essais s'accumulent. Les consignes permettent de jeter des ponts entre écriture et arts plastiques. Parfois, les deux disciplines se recoupent et s'entrechoquent, avant un travail d'évaluation qui précise le projet»,* indique Mariska Forrest. Ces "ponts" entre écriture et arts plastiques sont déterminants.

«Pour les gens qui ne maîtrisent pas la lecture, et qui le vivent comme un échec, la pratique de l'art redonne confiance : quand il s'agit de dessiner, les analphabètes (2) montrent souvent des compétences que les lettrés n'ont pas», note Michèle Minne, de la cellule "alphabétisation" de la Communauté française de Belgique.

Signe de la qualité du travail accompli, les gravures produites par l'atelier ont même été exposées dans un centre culturel à Bruxelles. Les livres de la collection "Entre mots" sont, eux, devenus une référence dans les cours d'alphabétisation de Belgique francophone. *«Quand les adultes analphabètes cherchent des livres, ceux destinés aux adultes leur semblent trop difficiles, et ceux écrits pour les*

enfants ne sont pas valorisants. Là, on a un outil d'apprentissage adapté, qui plus est conçu par des apprenants eux-mêmes», se félicite Michèle Minne.

Prise de conscience des pouvoirs publics

Après avoir longtemps laissé l'initiative aux associations, qui gèrent encore neuf cours d'alphabétisation sur dix, les pouvoirs publics belges ont lancé ces dernières années une vaste campagne d'alphabétisation. Il faut dire que la situation est aussi inquiétante qu'en France : entre 7 et 14 % de la population de Wallonie-Bruxelles présenteraient de sérieuses difficultés face à l'écrit. Le problème concerne surtout les personnes étrangères, qui représentent 87 % du public pris en charge à Bruxelles. Parmi ces étrangers, les deux tiers sont des femmes. La prise de conscience des pouvoirs publics, concrétisée avec la création d'une cellule "alpha" impliquant les différents ministères et institutions locales, a permis d'améliorer l'aide en mettant en place une politique effective dotée de moyens conséquents. Mais ces moyens restent insuffisants : entre 2000 et 3000 demandes seraient aujourd'hui insatisfaites. On est encore loin du droit à l'alphabétisation pour tous.

(1) Tous édités par les Ateliers de la Banane, association sans but lucratif reconnue par le ministère de la Communauté française de Belgique, direction générale de la culture.

Contact: bananeatelier@swing.be
Références disponibles sur le site www.collectif-alpha.be

(2) En Belgique, le terme "analphabètes" inclut aussi les illettrés.

La plupart d'entre eux maîtrisaient à peine la lecture lorsque le projet "Entre mots" a été lancé, en 1998. Aujourd'hui pourtant, les adultes membres de l'atelier d'écriture et d'arts plastiques des Ateliers de la Banane, situé à Saint-Gilles, une petite commune de la région de Bruxelles-Capitale, ont pas moins de dix livres à leur actif. Dix beaux petits ouvrages (1) où se mêlent textes courts et dessins, vie quotidienne et poésie. *«L'atelier se réunit tous les mercredis soirs. Au départ, aucun des participants n'avait de formation artistique. Certains étaient non lettrés, d'autres lettrés; les origines et les professions étaient diverses. Il s'agissait donc de publics très différents. Grâce à ce projet collectif, les participants ont appris ensemble, par la pratique,*

INTERVIEW : VALÉRIE BRUNETEAU

« Il n'y a pas d'âge pour apprendre »

Directrice du centre de ressources illettrisme de Melun (Seine-et-Marne), Valérie Bruneteau propose une méthode d'apprentissage de la lecture basée sur la vie quotidienne.

Quelles sont les missions de votre centre?

Les centres de ressources illettrisme ont pour mission de fournir un appui pédagogique et technique à tout acteur de la lutte contre l'illettrisme. Ils sont ouverts à toute personne intervenant dans la lutte contre l'illettrisme ou qui s'y intéresse. Outre l'illettrisme, leur champ de compétences peut s'étendre au français langue étrangère (FLE) et à l'analphabétisme.

L'approche pédagogique est-elle différente auprès d'une personne en situation d'illettrisme, d'analphabétisme, ou d'une personne non francophone relevant du FLE?

La personne illettrée est habituellement renvoyée à son propre échec. Elle est dépendante des autres mais elle a développé des compétences qui ne s'appuient pas sur la lecture, l'écriture ou les mathématiques. En tout état de cause, refaire l'école n'est surtout pas à proposer. La personne analphabète est demandeuse de formation. Quant à la personne relevant du FLE, elle maîtrise déjà l'écrit, elle souhaite apprendre le français en plus!

Comment redonner le goût des apprentissages aux personnes pour lesquelles, à un moment dans leur formation initiale, quelque chose a bloqué? Comment faire pour que ça marche?

Leur dire qu'elles ne sont pas les seules dans cette situation, qu'il n'y a pas d'âge pour apprendre. Leur faire prendre conscience que leur situation doit changer.

Entrer en formation, c'est une mise en danger, c'est accepter aussi que le regard de l'autre va changer. La personne ne sera plus vraiment comme avant. Pour que cela marche, il faut utiliser des méthodes non

infantilisantes, adaptées selon la difficulté linguistique. Il faut des outils en lien avec la vie quotidienne, mais aussi faire découvrir la littérature, l'art en général. C'est un moyen valorisant d'apprendre à lire, à écrire.

Entre misérabilisme et stigmatisation, la position des personnes illettrées n'est pas simple. Quels écueils éviter, quelle attitude adopter?

Quand nous serons à même de parler et d'écrire "illettrisme" au lieu de tourner autour du pot, des tas de situations se débloquent et les tabous disparaîtront. Nos voisins francophones ont un regard différent qui permet aux personnes en difficulté linguistique de se sentir plus soutenues.

Quelles sont vos recommandations pour les bénévoles qui souhaitent s'impliquer dans l'aide à la maîtrise des compétences de base?

Une formation est nécessaire pour envisager une intervention bénévole auprès de publics en difficulté linguistique.

Il faut avoir toujours en tête que la personne que l'on a en face de soi a des compétences : elle a vécu avant vous, elle a engrangé des expériences. Ce n'est pas une page vierge comme le pourrait être un enfant.



LA FNAC S'ENGAGE

Dans son désir de favoriser l'accès de tous aux produits culturels, la Fnac a souhaité faire de la prévention de l'illettrisme un engagement prioritaire. En étroite collaboration avec les ministères de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, elle mène des actions récurrentes notamment en partenariat avec des associations.

Pour Denis Olivennes, président de la Fnac, *«en s'engageant dans la prévention de l'illettrisme chez les publics jeunes et les jeunes scolarisés, la Fnac est en phase avec sa mission de démocratisation de la culture. Par son rayonnement, la compétence de ses libraires, mais aussi par son positionnement au cœur de l'industrie du livre, la Fnac a la capacité de sensibiliser, voire fédérer autour de ses engagements, l'ensemble des acteurs de la filière.»*

La Fnac est ainsi partenaire de l'Afev depuis 2003. Elle lui apporte son soutien financier, met ses espaces "forum" et ses publications à sa disposition, cherche à sensibiliser le grand public et développe des actions aux côtés des bénévoles de l'association. La Fnac travaille par ailleurs sur des « produits partage » – comme par exemple le disque de Mickey 3D sorti en octobre dernier, vendu au profit de la prévention de l'illettrisme.

PORTRAITS

Engagements sans frontières

Soumaya, Pelle, Helen-Marie. Trois jeunes engagés, trois parcours différents. L'une provient du Liban, l'autre de Suède, la dernière de Croatie. Rien ne laissait imaginer qu'ils se rencontreraient un jour, et pourtant... Pendant deux semaines, leurs chemins se sont croisés à bord du World Tour organisé par l'Afev. Parcours de trois jeunes volontaires.



Helen-Marie Kerovec
Croate, 22 ans

Chef de l'École scout de Zagreb, Helen-Marie est une jeune étudiante de 22 ans, déterminée et ambitieuse. Son projet : devenir institutrice et développer un meilleur système éducatif en Croatie. Une ambition qui s'inscrit dans la continuité de

ses engagements, puisqu'elle intervient auprès de jeunes enfants en les accompagnant dans un apprentissage "complémentaire" à celui de l'école.

« Dans mon pays, l'éducation ne bénéficie pas suffisamment de subventions. Les salaires des enseignants sont relativement bas, et choisir ce métier est une solution de dernier recours plus qu'une véritable passion. Les enfants le ressentent, ils ne sont pas encouragés. » Pour elle, il est essentiel d'apprendre aux enfants à réfléchir par eux-mêmes. À travers son engagement, elle souhaite leur faire découvrir des choses « plus utiles », en y accordant le temps et la sensibilité nécessaires. « L'école n'est pas le seul lieu d'apprentissage, bien au contraire. À quoi cela sert-il de tout connaître sur les vaches si l'on n'en a jamais vu ? Une fillette est venue me demander un jour si les vaches étaient toutes violettes comme celle de Milka ! » Aujourd'hui, Helen-Marie s'intéresse de plus près au système des écoles alternatives, notamment italiennes, qui préfèrent un apprentissage plus axé sur les envies des enfants et sur leur créativité personnelle. « Ces écoles sont encore trop chères en Croatie. Mais certains aspects de l'enseignement proposé sont intéressants et pourraient être complémentaires au système scolaire classique. »

Cette prise de conscience quant à l'éducation, Helen-Marie ne semble pas être la seule en Croatie à la prendre aujourd'hui en considération. « Les jeunes qui souhaitent comme moi devenir instituteurs sont des passionnés, désireux de développer un apprentissage qui nous semble plus complet. »



Pelle Lindvall
Suédois, 25 ans

Il y a des volontaires qui partent travailler sur des chantiers... Pelle, lui, s'occupe de coordonner ces projets de jeunes pour la commune de Hudiksvall, en Suède. Un milieu qu'il connaît bien, puisqu'il a lui-même participé à plusieurs chantiers internationaux. « Donner la

chance à d'autres jeunes d'expérimenter ce que j'ai eu la chance de vivre... l'idée me plaît beaucoup. Ce genre de projet est l'occasion de rencontrer une multitude d'autres jeunes aussi impliqués que nous. C'est vraiment important de pouvoir échanger. »

De sa double expérience de volontaire et de coordinateur, il retire un large aperçu de ce que peut donner le volontariat européen. Pour avoir participé à plusieurs projets de solidarité en France, il se rend également compte que la place du volontariat peut être différente selon les pays, même entre États membres de l'Union européenne. « Ici en France, j'ai l'impression que les associations jouent un rôle très important et que les actions volontaires sont beaucoup plus développées qu'en Suède. Les mouvements associatifs gèrent souvent des problèmes qui relèvent chez nous du gouvernement, comme par exemple la prise en charge des personnes sans domicile. Même chose en ce qui concerne l'éducation informelle. »

Une situation pourtant de plus en plus fragile selon lui, puisque les financements accordés par le gouvernement semblent se restreindre petit à petit. « Nous sommes en train de vivre une situation similaire à celle qu'a vécue la France, et je pense que la Suède va très prochainement voir émerger de plus en plus d'associations. » Le combat doit donc continuer, et c'est en défendant l'égalité des chances pour tous que Pelle souhaite poursuivre son engagement.



Soumaya Berri
Libanaise, 20 ans

Une mère française, un père libanais... À l'âge de 10 ans, Soumaya quitte la France pour s'installer au Liban. Une nouvelle vie commence, de nouvelles préoccupations surgissent dans ce pays marqué par la guerre. Aujourd'hui, elle fait sa vie à Bey-

rout et étudie les statistiques à l'université américaine de la ville.

Du haut de ses 20 ans, elle s'investit sans compter pour ce qu'elle décrit comme une passion : le volontariat. Depuis maintenant quatre ans, elle consacre son temps libre à de nombreux projets associatifs. Après s'être engagée auprès de l'Association for Volunteer Services, Children Cancer Center, United Nations Voluntary, elle s'investit aujourd'hui davantage auprès de l'association Offre Joie. L'objectif : « réunir la famille libanaise », notamment en réhabilitant par une collaboration franco-libanaise les quartiers les plus démunis du Liban.

Membre active de l'association, elle mène un double combat à travers son engagement. En luttant pour un monde meilleur, elle se bat aussi pour faire reconnaître l'action de volontariat. « Depuis l'âge de 16 ans, je me bats avec la société car au Liban, l'engagement volontaire n'a aucune valeur. Il n'est pas concevable de penser en faire son "métier", et mon entourage a souvent mal compris mon engagement. C'est pourtant la seule chose à travers laquelle je me sente vraiment bien. » C'est d'ailleurs avec une émotion toute particulière et une certaine fierté qu'elle participe au World Tour organisé par l'Afev. « C'est la première fois que j'ai l'occasion de représenter le volontariat libanais dans mon second pays qu'est la France. J'ai envie de dire à tous ses volontaires que, lorsque l'on a la vocation, il faut aller jusqu'au bout. Quoique peuvent en penser les autres. C'est un don qu'il ne faut pas laisser échapper, le monde en a tellement besoin... »

INTERVIEW : MASSILIA SOUND SYSTEM

« Dans mon quartier, les jeunes sont en demande »

par Magalie Berenguer

Sur ses airs festifs et engagés, la joyeuse troupe des Massilia Sound System a clôturé la journée toulousaine des Jeunes solidaires, le 14 avril dernier, par un concert rassemblant plus de 7 000 spectateurs. Allumeurs de mèche plus que messagers, c'est une seule et même volonté qui les anime : rassembler malgré les différences. Rencontre avec Gari et Jali, quelques heures avant le concert.

Que pensez-vous de l'engagement des jeunes dans notre société ?

On ne peut pas demander aux jeunes d'avoir conscience de tout. Quand on est jeune, on se mêle, on cherche à savoir, on agit. C'est évidemment très positif que les jeunes s'engagent, mais la question est plutôt de savoir quelle place est donnée à leur engagement. La tranche des 30-50 ans est la plus active dans notre société, et c'est à eux de leur donner la parole, c'est à nous de les encourager. Contre ceux qui essaient de nous gouverner, nous avons un outil pour agir : la loi de 1901. Il s'agit d'un droit fondamental, le droit de s'associer pour un but commun. Et ça, on ne te l'apprend pas à l'école ! C'est ce genre de choses qu'il faut faire passer aux jeunes.

De quelle façon se traduit votre militantisme ?

Massilia est un haut-parleur de la communauté, surtout pas un gourou. Quand on est artiste, on observe, on traduit des sentiments et des ressentis par des mots, par de la musique. Massilia est un prétexte au réseau. Nous avons compris depuis bien longtemps l'importance de rassembler malgré les différences. Il y a quelque chose qui se passe tout seul pendant les concerts, et c'est intéressant d'observer ce qui se passe à l'intersection de deux réseaux... Ce soir par exemple, certains viendront parce qu'ils sont bénévoles à l'Afev ou dans d'autres associations, d'autres viendront pour Massilia. L'important est que ces personnes vont avoir l'occasion de trouver un dénominateur commun. La diversité ne nuit pas à l'unité, bien au contraire, à condition bien sûr d'y être ouvert.

C'est donc la rencontre et l'échange que vous souhaitez privilégier ?

Le dialogue est primordial. En France, c'est assez compliqué, notamment à cause du système éducatif qui ne laisse pas assez de temps aux jeunes pour découvrir d'autres choses. Dans mon quartier, les jeunes sont en demande. Les incivilités, les agressions verbales... ce sont des appels au



secours ! Pourtant, quand on leur propose de prendre la parole, ils croient à un piège, ou ils ont tout simplement peur de s'engager.

Justement, l'Afev s'occupe de créer du lien entre des étudiants et des jeunes de quartiers à travers des projets éducatifs divers...

Mais ce n'est pas si évident, car la vie universitaire par exemple est complètement désolidarisée. En France, de nombreuses universités sont situées à l'extérieur de la ville, loin de la société. Les jeunes acquièrent de nombreuses connaissances, certes, mais en phase avec quoi ? En phase avec quelle réalité ? Si l'on n'a pas la chance d'avoir des parents engagés, de connaître des structures ou des personnes investies dans la vie de la société, comment se rendre compte de la vraie vie, des vrais problèmes ?

ZOOM

Le World Tour en chiffres

• 88 jeunes volontaires internationaux, pour 48 nationalités représentées.

• 3 718 kilomètres parcourus en train.

• 14 jours de voyage.

• 11 villes d'étape : Béthune, Lille, Lyon, Avignon, Saint-Etienne, Rennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Saint-Denis, Paris.

• 7 accompagnateurs : Julie, Jeanne-Marie, Laura, Sonja, Renaud, Alejandro et Kelly.

• 1 équipe de tournage de deux caméramen.

• Des concerts : Ba Cissoko et Taraf Dékalé, Rachid Taha, Massilia Sound System, Tarace Boulba... et la participation de nombreux autres groupes locaux.

LE MOT DE L'UN DE NOS PARTENAIRES

« Partenaire de l'Afev depuis 1999, la Fondation BNP-Paribas et le réseau de la banque sont aux côtés des Journées mondiales des Jeunes solidaires depuis leur création. Autant d'occasions pour BNP-Paribas d'encourager l'engagement des jeunes dans le champ de la solidarité et de la citoyenneté. »



REPORTAGE

Le tour de France des jeunes solidaires

Texte et photos : Magalie Berenguer

De Paris à Lyon, de Lille à Toulouse, de Rennes à Bordeaux en passant par Nantes, Béthune et bien d'autres... Pendant deux semaines, le World Tour a fait parler de lui. À son bord, une petite centaine de jeunes volontaires internationaux parcourant le pays pour célébrer ensemble la jeunesse solidaire. Récit d'une belle expérience humaine.

Peut-être les avez-vous croisés dans une gare, aux détours d'une place, dans les couloirs d'une auberge de jeunesse... Difficile en effet de passer inaperçu lorsque l'on fait partie du World Tour! Quatre-vingt-huit jeunes, le double de sacs et bagages en tout genre... C'est dans un joyeux brouhaha que le cortège a traversé la France du 4 au 17 avril derniers.

Lancée par l'Afev, cette opération s'inscrit dans le cadre des Journées mondiales des Jeunes solidaires. En partenariat avec l'ONU, l'association décline la grande campagne de valorisation du volontariat solidaire et permet ainsi aux jeunes de créer des temps de rencontre et d'échange autour de l'engagement.

Tout commence à Paris, le 3 avril au soir; tour à tour, à l'aéroport: voici les jeunes internationaux. Ils arrivent d'Europe, d'Asie, d'Amérique, d'Afrique, et ont tous un point commun: ils sont volontaires et s'engagent d'une façon ou d'une autre au sein de leur pays. Leur envie: découvrir la France, mais surtout profiter de cette formidable occasion pour échanger sur leurs engagements respectifs, s'ouvrir à l'autre et s'enrichir de son expérience. Pour cela, deux semaines de voyage en train à travers la France et une dizaine de villes parcourues à la rencontre des Journées mondiales des Jeunes solidaires.

3 718 kilomètres pour se rencontrer...

Lundi 4 avril, 16 h 22. Le train prend son premier départ de Paris-gare du Nord en direction de Béthune (Pas-de-Calais). Premiers échanges, premières impressions: « En parlant avec les gens autour de moi, de sujets d'ailleurs très banals, raconte Pelle, Suédois, je me suis rendu compte que j'étais en train de discuter avec un Palestinien, une Libanaise et un Colombien! C'est formidable de pouvoir rencontrer autant de cultures différentes. » Le train arrive en gare, une fanfare accueille les jeunes et donne le ton de ces deux semaines de voyage: découverte, rencontres et convivialité. Tout s'enchaîne ensuite. Les villes se suivent mais ne se ressemblent pas. Chacune reçoit à sa façon les jeunes du World Tour: arts de la rue dans le centre-ville nantais, rencontre-débat à Bordeaux et Saint-Denis, conférence de Michel Barnier et Joschka Fischer à Rennes. Quatre temps forts marquent également la venue des jeunes dans les villes de Lille, Lyon, Toulouse et Paris. Au programme: forums associatifs, débats, concerts et festivités en tout genre.

... quarante-huit cultures pour un sourire à décliner...

Les kilomètres s'accumulent, la fatigue aussi. Qu'importe, les jeunes semblent déterminés à profiter de leur passage en France et c'est avec enthousiasme qu'ils surmontent les quelques difficultés de dernière minute, incontournables pour un tel voyage. Le chant, la musique et la danse en seront d'ailleurs les remèdes incontestés. C'est ainsi par exemple que Maria et Ekaterini improvisent un cours



de danse traditionnelle grecque dans le hall d'une auberge, ou que la Philippine Jessica lance une ronde dansante entre deux activités. Cet enthousiasme partagé pour la danse et la musique débouchera finalement sur l'achat d'une guitare financée par l'ensemble du groupe. Des voyages parfois longs, certes, mais toujours en musique.

... et deux semaines pour débattre et échanger

C'est donc dans une ambiance chaleureuse que les jeunes ont partagé ensemble ces deux semaines de rencontres. L'occasion également pour eux d'échanger sur leurs engagements respectifs et de réfléchir ensemble sur des problématiques communes. Qu'est-ce que la citoyenneté? Comment gérer les actions de solidarité internationale? Comment faire pour que l'éducation sexuelle ne soit plus un tabou? Autant de questions qui ont été débattues durant plusieurs heures entre les jeunes internationaux. « C'est très intéressant de pouvoir réfléchir tous ensemble sur ces questions, raconte Tiago, jeune Brésilien. Les mentalités sont vraiment différentes et cela nous permet de mieux comprendre certains comportements qui pourraient nous paraître a priori choquants. Ces échanges sont vraiment très enrichissants. » Des réflexions d'autant plus bénéfiques que les jeunes ont ensuite pu partager leurs conclusions lors d'un débat organisé en fin de parcours, à Paris. Le débat se termine, le World Tour touche à sa fin. Les jeunes se retrouvent pour une dernière soirée et, malgré l'ambiance festive, l'émotion se fait sentir. C'est l'heure des au revoir. Demain, tout le monde repartira pour son pays, la tête pleine de souvenirs et de nouveaux projets. On échange ses adresses, on compte se revoir... et déjà l'espoir d'une seconde édition en 2006 traverse les esprits. Un projet plus qu'envisageable pour l'Afev, qui souhaite poursuivre et encourager ces rencontres de jeunes solidaires. « Si tous les gars du monde pouvaient se donner la main... », de ce voyage naît l'espoir de demain.

TROIS QUESTIONS À...

Nicolas Delesque, secrétaire général de l'Afev

Pourquoi et comment une association développant des actions éducatives auprès d'enfants en difficulté en vient à promouvoir une journée internationale sous l'égide de l'ONU?

Tout vient d'une prise de conscience brutale, d'une claque qu'on a tous prise au lendemain des élections présidentielles de 2002. D'un côté un projet que l'on développe depuis dix ans, où l'on côtoie tous les jours des dizaines d'associations, des milliers de jeunes qui s'engagent dans des actions citoyennes... et de l'autre une très forte abstention des jeunes aux élections présidentielles - en particulier chez les étudiants, qui sont pourtant surinformés sur les questions électorales. À partir de là, nous avons décidé de prendre nos responsabilités et d'analyser en quoi nous avons failli, à notre échelle, durant ces dix années. La conclusion a été très vite tirée: développer des projets de solidarité, impulser du bénévolat étudiant, c'est très bien,

mais si nous ne nous donnons pas les moyens de le faire savoir au plus grand nombre, nous ne pouvons prétendre changer l'image des jeunes dans notre société.

C'est l'un des buts de cette campagne des Jeunes solidaires, que nous mènerons tous les ans pour montrer l'engagement massif des jeunes pour une société plus équitable. La connexion avec l'équipe onusienne du Global Youth Service Day a été simple. Pour s'être intéressés aux questions de volontariat dans le monde, nous connaissions les différentes campagnes internationales existantes. Le slogan « promouvoir la jeunesse comme ressource » nous a plu, la proximité avec l'ONU aussi, au moment où la mondialisation était souvent abordée de manière négative alors que l'enjeu est justement la place des citoyens et de la société civile dans ce type d'organisation. On a décroché notre téléphone, et l'aventure a commencé.

Comment se monte ce type de campagne, avec quels partenaires?

Notre volonté est justement de ne pas en rester au niveau d'une simple campagne. Le pari est de faire prendre conscience aux jeunes eux-mêmes qu'ils sont des milliers à s'engager dans ce type d'action, qu'ils ont des choses à dire sur le fonctionnement de notre société, et que le faire savoir c'est la garantie que les questions concernant la jeunesse, l'éducation, la solidarité ne soient pas absentes des prochaines campagnes électorales. Alors les premiers partenaires, ce sont les jeunes eux-mêmes. Ensuite, tout acteur de notre société qui souhaite nous aider à promouvoir la jeunesse comme ressource est le bienvenu, qu'il s'agisse d'associations, de collectivités locales, d'entreprises du secteur marchand, d'institutions publiques...

Quel avenir pour les Jeunes solidaires?

Toujours plus de bénévoles dès septembre,

toujours plus de partenariats, toujours plus d'associations participantes, toujours plus de collectivités locales impliquées. D'une part, les campagnes doivent être de plus en plus régionales, la région devenant le territoire pertinent d'intervention et de partenariat en matière de développement social. Et d'autre part, il nous faut continuer les échanges et le travail en réseau, comme le font de plus en plus les régions d'ailleurs, à l'échelle supranationale et en premier lieu à l'échelle européenne. C'est un aspect que nous voulons garder très fort à l'Afev, car nous sommes convaincus que la construction d'une entité comme l'Europe ne pourra se faire que dans la construction d'une citoyenneté européenne. Alors montrons que ces jeunes qui s'engagent, chacun dans son pays, dans des actions éducatives, solidaires et citoyennes sont motivés par la même envie de participer à la construction d'une société plus humaine.



LE RENDEZ-VOUS DES JEUNES SOLIDAIRES EUROPÉENS

Participez à la première Université européenne de l'engagement

Du 23 au 26 août 2005, au sein du campus du Mirail à Toulouse, dans une ambiance internationale et festive, l'Afév propose quatre jours de débats solidaires pour réfléchir ensemble autour de l'implication de la jeunesse dans les quartiers défavorisés, en France et en Europe.

Des journées de rencontre et d'échange entre les étudiants bénévoles et les permanents de l'association, de jeunes volontaires européens et des responsables associatifs, d'entreprises, de collectivités territoriales et de services de l'État.

Au programme

Mercredi 24 août : Forum Solidaire Européen

Espaces d'échanges et de réflexions pour constituer un réseau de jeunes volontaires européens

Jeudi 25 et vendredi 26 août : tables rondes et ateliers

« Faire l'Europe pour refaire le monde »

Quatre lignes d'horizon pour une nouvelle frontière :

- Imaginer un modèle original de développement durable pour l'Europe
- Promouvoir la citoyenneté comme vecteur de la construction européenne
- Favoriser l'émergence d'un espace éducatif européen
- Façonner une identité culturelle européenne ouverte sur le monde

Autour de l'Université européenne de l'engagement

Melting-pot musical - bodega associative - repas de quartier - respirations théâtrales mix DJs - projections-débats

Tarifs

Étudiants : 20 euros (transport jusqu'à Toulouse, repas et hébergement compris)

Partenaires : 40 euros (repas compris)

Renseignements et inscriptions

u2e@afev.org ou Nathalie Galbrun au 01 40 36 01 01



Magalie Berenguer



Magalie Berenguer

AGENDA

Le 29 mai 2005

Référendum sur le traité constitutionnel européen.

Pour en savoir plus :

www.constitution-europeenne.fr

Du 20 juin au 22 juillet 2005

Un mois en faveur des réfugiés, organisé par l'association Forum Réfugiés.

Le 20 juin, à Lyon : deuxième marche des parapluies au son des fanfares et batucadas.

Le 22 juillet : « passez le mot », grande soirée de musiques au théâtre antique de Vienne avec Goran Bregovic et l'Orchestre des Mariages et des Enterrements.

Pour en savoir plus : www.forum-refugiés.org



Du 27 au 31 août 2005

Campus en été, le rassemblement annuel des associations étudiantes, à Bombannes (Gironde).

Pour en savoir plus : 01 49 96 49 96 ou www.animafac.net

Du 1^{er} septembre au 31 octobre 2005

« Être utile contre les inégalités », la 15^e campagne de recrutement de l'Afév. Objectif : mobiliser 5 000 étudiants bénévoles dans les quartiers en difficulté.

Pour rejoindre les étudiants de l'Afév : www.afév.org.

Je souhaite entrer en contact avec l'Afév...

Coupon-réponse à retourner à l'Afév – 26 bis, rue de Château-Landon – 75010 Paris (ou par mail à pole.national@afev.org)

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Mail :

Université/école :

Niveau d'études : Filière :

Après réception de ce coupon, un coordinateur de l'Afév te recontactera dans les quinze jours et, au cours d'une réunion avec d'autres étudiants ou lors d'un échange individuel, te présentera les différentes possibilités d'action. C'est à ce moment que s'élaboreront les modalités propres à ton intervention. Tout au long de l'année, tu bénéficieras de l'appui d'une équipe, et d'une formation adaptée.

Volontaires! n° 5

publié par l'Afév
26 bis, rue de Château-Landon
75010 Paris
Tél. 01 40 36 01 01
pole.national@afev.org

Directrice de la publication
Anne Korobelnik

Comité de rédaction
Magalie Berenguer, Mathias Bocabeille, Matthieu Crocq, Paul Falzon-Monferran, Eunice Mangado, Anne-Sophie Morel, Christophe Paris, Elise Renaudin, Tanguy Tillet

Édition et maquette
Anne-Sophie Morel
Magalie Berenguer (pages locales)

Impression
Centr'imprim
36100 Issoudun

Dépôt légal à parution
ISSN 1765-4408